

Politique | Logement social : le Département des Landes vent debout contre le projet du gouvernement



Pour le Conseil départemental des Landes, la baisse de 1,7 milliard de crédits sur le budget logement dans le projet de loi de finances 2018, et « l'annonce phare d'une baisse mensuelle de 60€ en moyenne des APL » compensée par une remise sur loyer des bailleurs sociaux, mettent le logement social « en danger ». Retour sur une session spéciale consacrée au logement à l'assemblée locale landaise.

C'est à l'unanimité des présents que la motion « Pour une politique du logement, outil de cohésion des territoires et de justice sociale », a été votée lundi après-midi par le Conseil départemental des Landes. Mais l'opposition de droite et du centre a laissé chaises vides pendant toutes les discussions, Mathieu Ara ayant demandé dans la matinée pourquoi il n'y avait pas eu de telle session spéciale sur la loi NOTRe sous le quinquennat Hollande : « si c'est une session pour critiquer l'action du gouvernement, ce n'est pas ici qu'on doit la tenir. Le Parti socialiste peut en tenir une, dans une autre enceinte, pas aux frais de la collectivité?! Un débat, évidemment, nous sommes pour. Mais ce n'est pas vous qui fixez l'ordre du jour, qui tenez la présidence, qui choisissez les invités en informant les autres à la dernière minute », a lancé le conseiller départemental et chef de cabinet de la secrétaire d'Etat Geneviève Darrieussecq. En écho, venait en fin de journée, un communiqué du député landais En Marche, Lionel Causse, regrettant la « mise à l'écart » de parlementaires et contradicteurs. Pour lui, « les contreparties financières apportées par l'Etat ont été significativement renforcées » dans le projet de loi et « les inquiétudes des bailleurs sociaux ont été entendues par le gouvernement ».

Un frein à la construction? Ce n'est pas tout à fait ce qui ressortait du (trop?) long après-midi d'échanges à Mont-de-Marsan au cours duquel planaient plutôt les mots « incompréhension », « inquiétudes », « cataclysme », « effet domino » ou « tableau sombre »... Ainsi, le directeur général d'Habitat Sud Atlantic, Jean Elhuyar, a prédit « des lendemains difficiles pour tout le monde si le texte passe en l'état ». Du côté d'XL Habitat, Maryline Perronne a assuré que des programmes étaient à l'arrêt « dans l'attente d'y voir plus clair » et si le projet restait ainsi, de nombreuses constructions et rénovations seraient freinées voire stoppées dans ce département qui compte 7.300 demandes de logements sociaux en attente et dont l'objectif de production fixé par l'Etat atteint plus de 1.000 nouveaux logements sociaux annuels. Selon la motion votée en fin de journée, la perte en fonds propres pour les Landes est évaluée à 4,7M€ dès 2018, ce qui représente « le besoin financier pour la construction de 455 logements ».

La réduction drastique des prêts à taux zéro était aussi au centre des discussions : selon Pierre Froustey,

président de la communauté de communes Macs, « on risque une recrudescence de l'habitat secondaire et un déséquilibre générationnel avec une accentuation des écarts entre le littoral et l'intérieur des terres, et des portes qui se ferment pour l'installation de jeunes ménages ou de primo-accédants ».

Tous s'entendaient pour dire que le logement n'est pas compatible avec des restrictions budgétaires. Et Xavier Fortinon, président du Conseil départemental, de s'exclamer : « On nous dit que le logement social coûterait cher à la nation ? ça coûte moins cher que les aides fiscales à l'investissement locatif ! ».



Julie Ducourau

Crédit Photo : JD

Publié sur aqui.fr le 07/11/2017

[Url de cet article](#)